

Un préfet pour un coup de pouce aux territoires

Le directeur de l'Agence de la cohésion des territoires était hier en Charente. Pour la promotion des services publics dans la ruralité.



Bertrand Vincent, le président d'Emmaüs Ruffec, Yves Lebreton, et Magali Debatte, la préfète, (tous les trois au centre) ont lancé le bus France Services à Saint-Fraigne dans le cadre de la cohésion des territoires.

Photo CL

Il a poussé jusqu'au bourg de Saint-Fraigne «parce que c'est une opération vraiment intéressante». Yves Lebreton, préfet et directeur de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), promoteur du dispositif France Services a découvert «l'Emmaüs», porté par Emmaüs Ruffec et tout juste labellisé France Services. La démarche est originale: «nous avons conçu un projet de bus itinérant pour aller à la rencontre des habitants éloignés du numérique», explique Johana Ream, directrice adjointe d'Emmaüs et initiatrice du projet. L'association est très branchée sur les mobilités et l'accès internet. Dans ces zones blanches du nord du département, où le téléphone affiche désespérément «aucun service», apporter l'outil et le conseil à des populations démunies pour qu'elles aient l'accès aux services publics, c'est essentiel. «Nous y travaillons depuis deux ans», jusqu'au télescopage avec les agents de l'État. «Nous étions sur la même démarche. Nous sommes devenus partenaires». Dans l'étude préala-

ble réalisée par l'association, l'accès aux droits et aux services publics était ressorti en priorité. Depuis deux semaines, l'Emmaüs parcourt les huit communes sélectionnées entre Ruffec et Mansle. La particularité, c'est qu'il est tracté par un minibus. La structure s'installe sur la place du village et le minibus part chercher, chez eux, ceux qui ne peuvent se déplacer.

«Cela ne remplace pas, c'est complémentaire»

L'idée est originale. «Cela ne remplace pas les services publics. C'est complémentaire», indique Yves Lebreton. «C'est même, comme ici, faire venir les services publics où il n'y en avait pas. Il ne s'agit pas de pallier la fermeture.» À Saint-Fraigne, Franck Bonnet, le maire, le rappelle, «le seul service public qui reste, c'est la mairie». Dès lors, l'Emmaüs ce n'est ni un pis-aller ni un retour des services publics «mais les deux», concède le maire. «Juste-là, France Services s'intéressait à des collectivités plus impor-

tes. Nous sommes plein de communes de moins de 500 habitants. mais rassemblées, ça fait une grosse commune», image Franck Bonnet. «France Services agit au profit des territoires ruraux pour rendre un service public de qualité auprès des usagers», insiste Yves Lebreton. C'est dans ce cadre qu'il a signé une série de «contrats de relance et de transition écologique» avec les intercommunalités du département. «C'est faire bénéficier tous les territoires des 100 milliards du plan de relance», à travers des actions telles que Cœur de ville, France Services, Petites villes de demain. C'est aussi les impliquer dans «l'objectif de transition écologique», l'autre raison d'être de l'ANCT, qu'il s'agisse de l'isolation des bâtiments publics, du réaménagement des friches, de la gestion de l'eau. Yves Lebreton a aussi profité de sa visite en Charente, pour rencontrer les maires. «Notre structure est récente, née le 1^{er} janvier 2020. Il s'agit de rappeler aux élus que nous existons. L'État s'appuie sur le réseau territorial».

Un abri antiaérien fouillé à Royan

Fabien PAILLOT

Des archéologues fouillent actuellement au cœur de Royan un abri antiaérien de défense passive découvert par hasard en 2019. «Une canalisation d'eau de pluie fuyait près d'une école, c'est en voulant la réparer que cet abri a été découvert», résume Théo Aubry, le responsable du Service d'archéologie départementale de la Charente-Maritime. L'ouvrage pouvait accueillir de 350 à 400 personnes, mesure près de 100 mètres de long et sommeillait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. «Toutes les archives de la ville ont été détruites, il ne reste aucune trace de ces abris construits entre 1935 et 1945», détaille Théo Aubry. Cette trouvaille prend un relief particulier dans une cité balnéaire occupée par l'armée allemande et rasée en 1945. Bombes explosives et incendiaires, expérimentation du napalm: Royan vivra deux séries de bombardements tragiques dont celui du 5 janvier et son



Les archéologues sont en train d'étudier cet abri de cent mètres de long.

Photo CL

lourd bilan de 500 morts et près de 1.000 blessés parmi les civils. Construit en zigzag pour limiter l'effet de souffle, l'ouvrage possède a priori trois entrées. «Une ossature en bois était construite puis 20 à 30 centimètres de béton coulés dessus. La voûte n'était pas armée pour faciliter le dégagement des victimes en cas de bombardement. Il fallait entre trois et quatre semaines pour

achever ce type d'abri», explique l'archéologue. Son équipe a procédé au déblayage d'une partie de l'abri et à un premier relevé 3D. La commune ambitionne de valoriser ce lieu de mémoire et d'y organiser des visites guidées. Civils ou militaires allemands: personne ne sait en revanche qui a pu l'utiliser aux pires heures des bombardements alliés sur la cité.

CHARENTE

Le tribunal administratif casse les arrêtés 90 km/h



Le Département devrait reprendre sa copie pour que les 450 km de routes concernés restent à 90 km/h.

Archives CL

C'est une première nationale. Le tribunal administratif a retoqué hier les arrêtés pris en juin 2020 par le département de la Charente pour faire repasser 450 km de route de 80 à 90 km/h. Le département, n'avait pas pris soin de justifier son choix route par route en fonction de leur configuration, de la circulation, de leur dangerosité éventuelle, alors que la plupart des autres départements français avaient pris ces précautions, ont estimé les magistrats qui ont suivi l'avis du rapporteur public, il y a quinze jours, à la suite d'une plainte de la Ligue contre la violence routière. Les juges donnent cinq mois aux élus pour rédiger de nouveaux textes, en justifiant leur décision tronçon par tronçon. Cela signifie que les sections autorisées à 90 km/h restent limitées à cette vitesse pour l'instant. Pas sûr qu'ils repassent à 80. Philippe Bouty, le nouveau président du conseil départemental a reçu hier la décision. «Je prends le

temps de regarder [les chiffres de l'accidentologie]. Quand on parle de vies humaines c'est important. Mais ce n'est vraisemblablement pas sur le passage de 80 à 90 que cela se fait». De prime abord, il semble y avoir peu de chances que le nouvel exécutif revienne sur la décision de l'ancienne majorité. «À partir du moment où les chiffres ne nous contredisent pas, il n'est pas question d'un retour au 80. Je n'irai pas faire marche avant - marche arrière», assure Philippe Bouty qui rappelle que l'opération a déjà coûté de l'argent public. Mais tous les membres de la majorité ne partagent pas son avis. Nicole Bonnefoy, poids lourd de la gauche au département, s'est ainsi fendue d'un message rageur sur Facebook. Elle qualifie le passage de 80 à 90 km/h, voulu par l'ancien exécutif de droite, de «décision démagogique qui n'a pas servi leur réélection». Le dossier pourrait être plus épineux qu'il n'y paraît.

COVID-19

L'infirmier parti en renfort à Paris en mars 2020 décoré

L'unique civil décoré lors de la cérémonie du 14-Juillet. Mercredi, Sébastien Kreitz a été élevé chevalier de l'Ordre national du mérite, sur la place New-York, à Angoulême. Le fait d'armes de l'infirmier de bloc opératoire au centre clinique? Au plus fort de la première vague de Covid-19, fin mars 2020, il a répondu à l'appel à l'aide des hôpitaux de Paris, submergés par l'afflux de malades dans un état grave. Il restera six semaines au service réanimation de l'hôpital Beaujon. «En 22 ans de réa, j'en ai connu des jours difficiles, mais des séries comme ça, jamais», retrace ce Parisien installé en Charente depuis six ans. À son retour, Stéphane Chabanaïs, le directeur du centre clinique, sollicite le ministère pour que son salarié reçoive une médaille. En décembre, un coup de fil de la préfecture lui annonce qu'il est retenu pour la promotion du 14 juillet. «Je n'y pensais plus, ma vie professionnelle avait repris son cours normal», s'étonne encore Sébastien Kreitz. Il voit surtout dans cette décoration «une reconnaissance de la profession et de l'aide apportée par le privé à l'hôpital public». Un an après, l'infirmier, qui a gardé contact avec une partie de ses compagnons d'infortune à Paris, se dit toujours aussi dé-



Sébastien Kreitz à épaule ses collègues parisiens pendant six semaines. Repro CL

terminé. «Je n'ai aucun regret et s'il fallait le refaire, je le ferais sans problème.»

Voici les autres médaillés du 14-juillet en Charente:

- Chevalier de la Légion d'honneur: Capitaine de frégate Philippe.

- Médaille militaire: Denis Ardouin, Jean-Louis Chadouteau, Adjudant Thierry Campot.

- Chevalier de l'Ordre national du mérite: Chef de bataillon Yann, Adjudant-chef Benoît, Chef d'escadron Yvan Santouil, Chef d'escadron Richard Abdelhadi, Chef d'escadron Bertrand Bidet, Chef d'escadron Xavier Debacq, Capitaine Alain Janot.